



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APPLICATION METALLISATION PEINTURE

ZI de Calens
33640 Beautiran

Références : 26-209
Code AIOT : 0005208957

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement APPLICATION METALLISATION PEINTURE implanté Lieu-dit Les Places 33640 Arbanats. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre de l'action nationale de libération du foncier industriel, s'agissant d'un site ICPE dont la cessation d'activité a été notifiée avant le 1^{er} juin 2022. Elle a pour vocation de faire un état des lieux, au jour de la visite, de l'avancement de la procédure de cessation d'activité du site, et de pouvoir publier ces informations sur la plateforme Géorisques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APPLICATION METALLISATION PEINTURE
- Lieu-dit Les Places 33640 Arbanats
- Code AIOT : 0005208957

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise A.M.P. exploitait une installation d'application métallisation et de peinture sur supports métalliques. Le site mettait en œuvre de la peinture en poudre avec le cas échéant grenaillage et métallisation zinc pour notamment les produits SQUARE fabriqués à Beautiran, sur les parcelles 375, 376, 608, 1166 de la feuille 2, section 0A.

La société AMP était autorisée, pour son site d'Arbanats, par arrêté préfectoral du 5 janvier 2011, pour la rubrique 2567. Par son rapport du 28 juillet 2014, l'inspection a proposé au Préfet de donner acte du déclassement du site au régime de déclaration, suite à la modification de la rubrique 2567 par le décret n°2013-1205 du 14 décembre 2013.

S'agissant d'un site soumis au régime de la déclaration, le site relève de l'obligation de remise en état selon l'article R 512-66-1 du Code de l'Environnement.

Par courrier du 21 mars 2016, l'exploitant a transmis un dossier de cessation d'activités comprenant l'ensemble des éléments demandés. Une inspection a été menée le 4 mai 2016, permettant de constater l'enlèvement total des installations industrielles, des produits et des déchets. L'ensemble du site était nettoyé et clôturé. Cependant, lors de cette visite, l'inspection constatait la présence d'une fine couche de zinc fondu en surface du sol extérieur bétonné. L'exploitant disposait de 2 mois, suite à la réception du rapport d'inspection pour procéder à l'enlèvement de cette couche de zinc. L'exploitant a transmis une facture de la société MCO relative à la réalisation de ces travaux, ainsi qu'à l'élimination de ce déchet.

Dans son courrier du 28 juin 2017, l'inspection demandait à l'exploitant de justifier de la non-réalisation d'investigation permettant de s'assurer de l'absence de pollution des sols. Ce courrier n'a pas fait l'objet d'une réponse de la part de l'exploitant.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cessation d'activité : notification	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet
3	Impacts potentiels	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'ancien atelier avait bien cessé ses activités en 2014 et que le site avait été entièrement réaménagé depuis cette date en vue de l'installation de commerces ouverts. Cet ancien site sera donc enregistré dans la CASIAS afin de conserver la mémoire. Étant donné l'absence d'information sur d'éventuelles investigations menées dans les sols par l'ancien exploitant, il n'est pas exclu que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site. Une copie de ce rapport est donc transmise à l'ancien exploitant dont le siège est à Saint-Médard d'Eyrans.. Une information sur l'historique de ce site sera publiée sur Georisques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité : notification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Notification cessation
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. (...) II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. (...)
Constats : L'inspection, dans son rapport suite à la visite du 4 mai 2016, précise que l'exploitant a transmis par courrier du 21 mars 2016, un dossier relatif à la cessation d'activités. Ce dossier comprend les éléments demandés par l'article R 512-66-1 du Code de l'Environnement à savoir les mesures prises pour assurer la mise en sécurité du site : - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et « la gestion » des déchets présents sur le site ; - les interdictions ou limitations d'accès au site ; - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : (...) 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; (...) 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site (...) 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion (...) 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement (...)
Constats : Lors de l'inspection de mai 2016, l'inspection avait constaté l'enlèvement total des installations industrielles, des produits et déchets. L'ensemble du site était nettoyé et clôturé. Le propriétaire d'alors, Monsieur Martin, annonçait la mise en vente de ce terrain dont l'usage devrait être

maintenu de type artisanal.

L'inspection constatait la présence d'une fine couche de zinc fondu en surface du sol extérieur bétonné, substance même ayant fait l'objet d'une dépollution des sols en 2010. Dans ce cadre, la société VALGO est intervenue pour l'excavation de 265 m³ de sols pollués au zinc non lixiviable. L'exploitant disposait de deux mois, suite à la réception du rapport de l'inspection, pour faire procéder à l'enlèvement de la couche de zinc fondu. L'exploitant a transmis une facture de la société MCO relative à la réalisation de ces travaux, ainsi qu'à l'élimination de ce déchet.

Aujourd'hui, l'ensemble du site a été réaménagé en zone d'activité commerciale et artisanale (primeur, artisans, garagiste ...). Cet ancien site sera enregistré dans la CASIAS pour conserver la mémoire de ses activités industrielles et de service.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Impacts potentiels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/07/2011, article R. 512-66-1

Thème(s) : Risques chroniques, Intérêts mentionnés au L. 511-1

Prescription contrôlée :

(...)

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

Constats :

Le site a été entièrement réaménagé depuis sa fermeture en 2016. Selon les photos Street View disponibles, le site aurait fait l'objet de travaux entre 2016 et 2018.

La présence d'une couche de zinc sur la dalle béton pourrait porter à croire que les installations ont été à l'origine de nombreuses émissions de zinc et que les sols ont pu être impactés. Cependant, aucun résultat d'investigation concernant une éventuelle pollution des sols n'a été transmis à l'inspection.

Il n'est donc pas exclu que des sources potentielles de pollution soient présentes sur le site, et éventuellement en dehors du site.

Demande à formuler à la suite du constat :

Il est demandé à l'ancien exploitant de transmettre toute information sur la gestion qui a été faite de la suspicion de pollution sus-mentionnée.

Type de suites proposées : Sans suite

Annexe photos



Lieu-dit Les Places à Arbanats le 17/12/2025



Lieu-dit Les Places à Arbanats, novembre 2016, source Google Street View



Emprise parcellaire de l'ancienne installation (parcelles 375, 376, 608, 1166)